DELITS DE LA COMPETENCE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL : INFRACTIONS PUNISSANT DES FAITS COMMIS EN PUBLIC			
Qualification de	Texte applicable	Peines principales	
Provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence à raison de	Articles 23, 24 alinéa 6 et 7		
l'origine raciale, religieuse ou à raison du sexe de la victime, de ses orientations sexuelles ou de son handicap	Article 42 de la loi du 29 juillet 1881		
Diffamation publique envers un particulier en raison de son origine ou de son appartenance religieuse, raciale, ethnique ou à raison du sexe de la victime, de ses orientations sexuelles ou de son handicap.	Articles 23, 29, 32 alinéa 2 et 3, Article 42 De la loi du 29 juillet 1881	1 an d'emprisonnement 45 000 € d'amende	
La diffamation résulte de toute allégation ou imputation de faits précis et erronés, portant atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne ou d'un groupe de personnes déterminées à raison de sa race, sa religion, son appartenance nationale ou ethnique			
Injure publique envers un particulier en raison de son origine ou de son appartenance religieuse, raciale, ethnique ou à raison du sexe de la victime, de ses orientations sexuelles ou de son handicap.	Articles 23, 29, 33 alinéa 3 et 4, article 42 de la loi du 29 juillet 1881.	6 mois d'emprisonnement et 22 500 € d'amende	
L'injure publique résulte de l'emploi de tout terme de mépris ou de toute expression outrageante. L'injure ne contient pas de faits précis au contraire de la diffamation.			

CONTRAVENTIONS DE LA COMPETENCE DU TRIBUNAL DE POLICE : INFRACTIONS PUNISSANT DES FAITS COMMIS EN PRIVE

Provocation non publique à la discrimination, à la haine ou à la violence nationale, raciale ou religieuse	Article R 625-7 du Code Pénal	Contravention de 5 ^{ème} classe : 1 500 € d'amende
Diffamation raciale non publique	Article R.624-3 al. 1 du Code pénal art.29 al. 1 de la loi du 29 juillet 1881	Contravention de 4ème classe : 750 € d'amende
Injure raciale non publique	Article R.624-4 du Code pénal Article 29 al. 1 de la loi du 29 juillet 1881	Contravention de 4 ^{ème} classe : 750 € d'amende

Un décret du 25 mars 2005 a crée les infractions suivantes :

• Provocation non publique à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap

SANCTIONS: CONTRAVENTION DE 5ème CLASSE (1500 € d'amende)

• Diffamation, injure non publique envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe, orientation sexuelle ou de leur handicap

SANCTIONS: CONTRAVENTION DE 4ème CLASSE (750 € d'amende)